

Editorial

La mort d'une grande indignée

Le récent décès de Danielle Mitterrand m'a beaucoup touché car, avec elle, disparaît une femme extraordinaire qui a consacré sa vie à se battre pour les déshérités. Avec sa fondation France-Libertés, elle a été sur tous les fronts, luttant à la fois pour la dignité des malades du Sida, pour la justice sociale, la paix dans le monde et le droit à l'eau potable pour tous les habitants de la Terre.

J'ai eu le plaisir de rencontrer une fois Danielle Mitterrand. C'était en juin 1986 (son mari était alors président de la République française), sur l'île de Gorée (près de Dakar), qui était le lieu de départ des esclaves pour l'Amérique. Avec la

Fédération Mondiale des Villes Jumelées, dont j'étais à l'époque membre du Comité exécutif, nous avons organisé une Nuit contre l'apartheid. Durant des heures, nous avons écouté le pianiste Miguel Angel Estrella, les chanteurs Jacques Higelin et Diane Dufresne, le chef d'orchestre Jean-Claude Casadesus, la chanteuse Myriam Makeba et bien d'autres artistes. Nous avons lancé l'Appel de Gorée, proclamant notamment notre foi dans l'égalité des races. Sur une photographie que j'ai prise, je revois encore Danielle Mitterrand, qui paraissait toute petite, serrant la main à l'impressionnant président sénégalais Abdou Diouf.

Durant toute sa vie, Danielle Mitterrand a su dire non. Elle a résisté à la dictature nazie, puis à celles de l'oppression, de l'injustice, du néolibéralisme. Avec détermination, en femme libre qu'elle était, elle a défendu toutes les causes qui lui tenaient à cœur, n'hésitant jamais à aller à l'encontre de la politique diplomatique de son mari.

Avant les mouvements qui essaient maintenant dans le monde, Danielle Mitterrand a su témoigner de son indignation, de sa volonté de construire un monde plus solidaire et plus fraternel. Des hommages poignants lui ont été rendus. Mais on aurait aimé un peu moins de belles paroles et un peu plus d'actes et de promesses. Danielle Mitterrand a ouvert le chemin; à nous de l'emprunter. Elle restera un modèle pour tous les indignés du monde.

Le printemps
s'est levé un beau matin
pour ouvrir un magasin.
Il y a mis du vert
pour oublier l'hiver.
Il y a mis du bleu
pour aller avec tes yeux.
Il y a mis du blanc
pour plaire aux mamans.
Il y a mis du gris pour être en habit.
Il y a mis des fleurs
pour donner les couleurs.
Et quand il a eu tout fini
à presque minuit
sur la devanture il a écrit
tout simplement.
Le Printemps.

Larbi ben Ali, né à Tunis en 1949

Rémy Cosandey

Révolte ou révolution?

Face à ce qui vient de se passer en Afrique du Nord et ce qui se passe en Syrie, on peut se poser la question. Etant donné le prix du sang versé par ces différents peuples, il nous semble préférable d'utiliser le terme de révolution. Dans son livre *Sous les yeux de l'Occident*, Joseph Conrad a écrit en 1910:

«... dans une vraie révolution, ce ne sont pas les meilleurs qui mènent. Une révolution violente tombe d'abord dans les mains des fanatiques à l'esprit étroit et d'hypocrites tyranniques. Ensuite vient le tour de tous les rares intellectuels et prétentieux de l'époque. Vous remarquerez que j'ai laissé de côté les simples coquins. Quant aux scrupuleux et aux justes, aux natures pleines de noblesse, d'humanité et de dévouement, aux désintéressés et aux intelligents, tous ceux-là peuvent bien lancer un mouvement – mais il leur échappe. Ils ne sont pas les chefs d'une révolution. Ils en sont les victimes: victimes du dégoût, du désenchantement, souvent du remords. Des espoirs grotesquement trahis, des idéaux caricaturés: voilà la définition du succès révolutionnaire. Il y a dans chaque révolution des cœurs brisés et des succès de ce genre».

On peut donc perdre une révolution comme on perd une guerre. A l'heure actuelle, on peut admettre que trois des opposants sur quatre sont parvenus à leur fin: renverser les gouvernements tyranniques en place. Par contre, s'ils n'ont pas «perdu», ils se trouvent au pied du mur, c'est-à-dire «Que faire après?», question que nous nous posons avec et pour eux dans le forum de ce numéro.

Un peu d'histoire

La démocratie «est le gouvernement du peuple par le peuple, pour le peuple». Cette déclaration célèbre est d'Abraham Lincoln (1808-1865), seizième président des Etats-Unis d'Amérique de 1861 à 1865, durant toute la guerre de Sécession. Il meurt assassiné par un fanatique.

Pour rendre la vie de société supportable, il faut des règles du jeu. Rappelons qu'au XVIII^e siècle av. J.-C. Dieu avait interdit à Abraham de lui sacrifier son fils Isaac et qu'au XIII^e siècle av. J.-C. le peuple juif avait reçu le Décalogue. Voilà de quoi nous rendre modestes!

En Grèce, dès avant l'an 600, où Solon promulgua des règles de bonne conduite en politique, quelques décennies avant l'instauration de la démocratie à Athènes, l'Assemblée du Peuple gouverna la cité par votations. N'oublions pas que le droit de vote était réservé aux citoyens et que les esclaves et les immigrés resteront privés de droit de vote pendant très longtemps, et que les femmes attendront beaucoup plus longtemps encore. Très tôt, les citoyens d'Athènes formèrent deux partis, celui des aristocrates et celui des démocrates.

La conquête romaine de 146 av. J.-C. ne changea pas grand-chose à l'affaire, mais cette culture politique ne dura guère que jusqu'au début de notre ère. A Rome, et jusqu'à l'an 10 av. J.-C., le pays était dirigé par le Sénat. Dès lors, les empereurs s'emparèrent du pouvoir et le pouvoir devint plus ou moins

tyrannique selon les conceptions du maître. Puis ce fut le Moyen Âge féodal.

Les Anglais furent les premiers à secouer le joug de leur roi: c'est la Magna Carta de 1215 qui restreignit la puissance du roi. Pour une dizaine d'années seulement (1648 à 1658) l'Angleterre eut un dictateur, Cromwell. Le roi Charles I^{er}, de tendance absolutiste, fut condamné et exécuté en 1649. A la mort de Cromwell, en 1658, les Stuart revinrent au pouvoir. Mais, en 1679, c'est l'Habeas Corpus (Que tu aies ton corps), c'est la fin des arrestations et des détentions arbitraires. En 1688, l'Angleterre vit une révolution non-sanglante, l'instauration pacifique d'une monarchie constitutionnelle et d'un Etat libéral.

Créditomanie: épidémie qui a gagné l'Occident à partir des années 1980. Agent pathogène: le néolibéralisme.

En Amérique du Nord, à peine un siècle plus tard, surgit la première démocratie constituée de l'Histoire sous forme fédérale, les Etats-Unis d'Amérique. 1775: début de la révolte dans les treize provinces. 1776, Déclaration d'Indépendance. 1777, fin de la guerre d'Indépendance. Au début de 1789, les structures étatiques sont en place. Georges Washington, premier président des Etats-Unis, inaugure son premier mandat le 30 avril 1789.

Les Etats Généraux de France se réunissent le 5 mai de cette même année 1789. Après la Révolution et la Terreur, Napoléon s'impose et c'est le Premier Empire. Le continent attendra 1848 pour entrer finalement dans l'ère des démocraties, puis ce seront les trois horribles guerres européennes et mondiales.

Dès 1950, une vague individualiste submergea le monde occidental démocratique. Celui-ci oublie que l'homme est aussi un animal social. Le néolibéralisme économique bénéficie de cet état d'esprit. Son inventeur est nommé Prix Nobel d'Economie en 1976, et c'est l'économie à-tout-va, vivre à crédit. Et les faillites ne se font pas attendre, des entreprises d'abord puis celles des Etats qui se profilent à l'horizon. Le peuple, lui, refuse de payer les erreurs de ses dirigeants.

A l'heure actuelle, nous sommes en deuil de devoir renoncer aux mégalomanies de plus de cent années, de revenir à des sociétés de proximité et des économies de subsistance, comme le préconisent depuis plusieurs années les écologistes, ce qui signifie renoncer à la mondialisation (une utopie) pour vivre dans des régions démocratisées.

Toute démocratie doit s'appuyer sur une Constitution bien au point. Bien heureusement, les universités forment des juristes spécialisés appelés constitutionnalistes, qui mettront leur savoir au service de qui le leur demandera. La route semble tracée...

Henri Jaccottet

La révolution tunisienne: questions et réponses

Les voies des révolutions, comme celles du Seigneur, sont impénétrables. Une révolution ne se décrète pas. De nature sismique, elle éclate sans crier gare. Certes, des signes avant-coureurs peuvent être décelés mais c'est toujours après que le détonateur eut été actionné, c'est-à-dire a posteriori. C'est ce qui explique d'ailleurs que la datation des révolutions inventoriées depuis la nuit des temps constitue un sujet de discorde entre les historiens.

Pour nous en tenir à la révolution tunisienne, n'est-on pas en droit de nous poser la question: a-t-elle été déclenchée le 14 janvier 2011 au moment de la fuite de Ben Ali ou bien le 17 décembre 2010 lors de l'étincelle qui a transformé le corps de Mohamed Bouazizi en icône?

Mais il y a d'autres questions qui taraudent nos esprits formatés par une culture un peu trop cartésienne. S'agit-il oui ou non d'une révolution? A-t-on voulu, pour faire court, opter pour ce vocable assez commode?

Ne s'agit-il pas plutôt d'un soulèvement populaire, d'une explosion sociale ou bien d'un ras-le-bol généralisé? Quand on égrène les événements de l'année en cours, l'on se rend effectivement compte que tout cela est bien vrai. Et pourtant, l'on est en droit de parler d'une révolution tunisienne: une révolution, par

définition, n'est jamais statique. Dès qu'elle se déclenche, elle se met en mouvement. Après l'explosion, vient souvent le temps de la reconstruction.

Après l'euphorie du 23 octobre 2011, jour de gloire pour un peuple appelé enfin à exprimer sa voix lors d'élections libres et non entachées de fraudes – un miracle dans nos contrées! – est lancé le 22 novembre 2011 le compteur qui va rythmer l'élaboration de la République nouvelle.

La Constituante élue ce jour-là est désormais comptable du devenir de la révolution en marche. Cela peut paraître paradoxal s'agissant d'une assemblée où le parti majoritaire est affublé d'une marque plutôt conservatrice. Ennahdha, un mouvement d'inspiration religieuse qui a emporté les suffrages de près de 40% des votants lors du dernier scrutin, claironne urbi et orbi qu'il entend bien guider la société tunisienne sur la voie de la modernité.

Attendons voir... Après tout, l'Islam se conjugue ces temps-ci mais sous d'autres cieux plus cléments – en Malaisie et en Turquie par exemple – avec le progrès social et surtout économique. Les taux de croissance à deux chiffres réalisés dans ces pays en sont une preuve intangible. L'Islam, est-ce donc la solution aux pro-

blèmes lancinants du chômage – près d'un million de sans-emploi – du tarissement des capitaux, des déséquilibres financiers?

Il ne faut pas être grand clerc pour imaginer combien sera rude la tâche des nouveaux gouvernants. Certes, l'Islam, comme toutes les autres religions, prône des valeurs d'équité, d'amour du prochain et d'abnégation. Mais pour transcender les faits et méfaits qui ont gangrené le pays un quart de siècle durant, le culturel n'est peut-être pas suffisant.

C'est Malraux qui avait prédit que le XXI^e siècle serait un siècle religieux; on en voit les manifestations aujourd'hui sur toute la surface du globe terrestre.

Après la sécularisation, la sanctification? La religion comme mode de gouvernement? Les leaders d'Ennahdha ont le courage de ne pas le réclamer. La présence à leurs côtés des dirigeants de deux partis qui se réclament, eux, du centre-gauche – il s'agit de Messieurs Ben Jaâfar et Marzouki – atténue en tout cas l'anti-bourguibisme dont on soupçonne les ex-opposants au libérateur de la Tunisie et ... de la femme.

Une dernière question: la révolution tunisienne a-t-elle été «concoctée» par les services de renseignements étrangers, principalement américains et on ne prête qu'aux riches? C'est faire injure aux jeunes Tunisiens qui se sont époumonés à crier «Le peuple veut...» (*Al-sha'b yurîd isqât al-nizâm*)...un slogan qui a été repris dans le saint des saints à Wall Street à New York par les indignés américains. Les agents nichés dans les arcanes du Pentagone à Washington y sont-ils pour quelque chose? Ah le ridicule... in fine, peu importe de savoir comment cela est arrivé. On sait déjà pourquoi cela est arrivé...

Bon Dieu, ne sommes-nous pas enfin libres? Au diable, tous les despotes, fussent-ils éclairés!

Àïssa Baccouche
Ecrivain, ancien maire de L'Ariana
(Tunisie)

Un débat fructueux

Le 15 novembre dernier, dans le cadre de l'émission *Infrarouge*, la Télévision Suisse Romande a ouvert un intéressant débat sur les révolutions arabes. Autour de la table se trouvaient plusieurs connaisseurs de l'islam et des pays concernés. Citons notamment: Tarik Ramadan, professeur d'études islamiques contemporaines à Oxford; Lina Ben Mhenni, blogueuse tunisienne; Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou, professeur invité à l'Institut des Hautes Etudes Internationales et de Développement; Mona Abdel Wahab, Suissesse d'origine égyptienne; Zainah Mussa, Suissesse d'origine libyenne.

Durant plus d'une heure, ces personnalités ont discuté des différents problèmes suscités par les révolutions arabes. Question centrale: l'islam peut-il se conjuguer avec le pluralisme et la démocratie. Pour les uns, les vrais problèmes ne sont pas religieux mais sont liés à la faim, la pauvreté et aux enjeux économiques. Pour les autres, les futurs dirigeants seront jugés à leur capacité de respecter les minorités religieuses, tels par exemple les coptes d'Égypte. Espoirs et craintes se sont affrontés. Il faudra attendre quelques mois pour savoir qui a raison. / RCy

La paille et la poutre

Il n'est pas inintéressant d'observer les schémas d'analyse pratiqués par les médias occidentaux lorsqu'ils commentent les printemps arabes. Exprimer systématiquement une peur viscérale de voir la charia s'installer comme base dictatoriale et théocratique en Tunisie, en Egypte ou en Libye est révélatrice de notre méconnaissance. Les clichés, les amalgames et les procès d'intention se multiplient à un point tel que des propositions folles circulent comme de freiner, par exemple, la démocratie sous prétexte qu'elle pourrait être favorable au péril vert.

Une imprégnation musulmane dans la construction d'une nouvelle gouvernance ne devrait pas nous affoler outre mesure. Les 30% du groupe Ennahdha en Tunisie ne sont pas plus impressionnants que notre extrême droite nationale. Ne sous-estimons pas les forces libérées d'une jeunesse éduquée et ouverte au monde, d'une large diaspora bien tentée de retourner vivre une nouvelle aventure sur la terre natale et ramenant avec elle un bagage culturel qui l'aidera à ne pas se laisser imposer une dictature. N'oublions pas non plus l'imprégnation profondément chrétienne de nos démocraties, si flagrante pour eux et anodine pour nous.

Il est juste que la tentation des groupes religieux d'accaparer le pouvoir est puissante, étant organisés depuis longtemps dans la clandestinité. Osons espérer qu'ils n'oublieront pas qu'ils sont eux-mêmes traversés de nombreux courants internes. L'ancestral clivage entre chiïtes et sunnites, perses et arabes, ne va pas non plus leur faciliter la tâche. Aussi, le principe fondamental de la liberté religieuse reste un impératif majeur pour assurer la paix sociale. Une lecture moins littérale du Coran donnera à qui le veut tous les éléments pour définir une société tolérante, équitable et libre. C'est peut-être bien le seul conseil intelligent que les Occidentaux peuvent offrir à la mise en place de ces nouveaux gouvernements, qui sera lente, tâtonnante comme tout processus démocratique qui se respecte.

Les années passées à pousser mes tongs sur diverses terres musulmanes m'encouragent à faire confiance aux forces réformistes qui font vibrer aujourd'hui ces terres d'islam. Il faudra pour cela que les jeunes et les démocrates de ces pays restent très vigilants et acteurs permanents des changements. Entre la Charybde islamique qui tend à rendre la vie infernale aux minorités

et la Scylla militaire, la société civile devra peser de tout son poids, courant le risque de devoir parfois y laisser ses enfants. Il est clairement entendu que l'angélisme n'est pas de mise: les luttes de pouvoir sont et seront terribles et la justice, l'équité risquent d'être à géométrie variable, probablement pas toujours dans le sens que l'on pourrait souhaiter.

Maintenant, si nous pouvons nous prévaloir d'une certaine expérience en pratique démocratique, sommes-nous pour autant exemplaires dans tous les domaines? Avec la crise actuelle qui s'installe de plus en plus largement, fruit des délires multinationaux que notre culture a secrétés, nous ne sommes peut-être pas très crédibles comme donneurs de leçons. Soulignons, juste pour signifier notre ambivalence, que notre chère démocratie est prête à effacer nos cathédrales des dépliant touristiques ou la croix sur nos couteaux préférés, pourtant appréciés pour tuer le mouton d'Aïd el-Kebir. Aussi, qui sera gratifié de la paille plutôt que la poutre?

Edith Samba

Les coptes d'Egypte en grand danger

«*Sans les coptes, l'Egypte ne serait qu'un pays arabe comme les autres*». C'est par cette phrase qu'Antoine Sfeir, directeur des *Cahiers de l'Orient*, termine sa préface du livre écrit par Christine Chaillot et intitulé *Les coptes d'Egypte – Discriminations et persécutions* (Edition L'œuvre, 2011). En 300 pages, l'auteur décrit dans le détail les attaques et les massacres dont la communauté copte, qui représente le 10% de la population égyptienne (soit 8 millions de chrétiens), a fait l'objet depuis les années 1970.

Christine Chaillot est fort bien documentée et ses affirmations font froid dans le dos. Un peu partout dans le pays, les églises coptes sont pillées ou incendiées, les jeunes filles sont souvent violées pour devoir se

convertir à la foi musulmane. Les coptes, bien qu'étant les plus anciens habitants du pays et les descendants directs des pharaons, ont des droits très restreints et sont souvent considérés comme des êtres secondaires par le gouvernement et la justice.

Les faits rapportés dans le livre soulèvent une question grave: les non-musulmans auront-ils encore des droits en Egypte à l'avenir? Seront-ils vraiment traités comme des citoyens à égalité avec les Egyptiens musulmans, avec la même démocratie pour tous?

Pour les coptes, le «printemps arabe» fut un espoir de courte durée. Car, rapidement, des islamistes ont occupé le terrain de la contes-

tation en Egypte. Il faut savoir que depuis 1980 la loi islamique, autrement dit la charia, est la source principale de la Constitution égyptienne.

Selon l'auteur, les Européens doivent prendre conscience de la question copte, non seulement au nom des droits de l'homme, mais aussi parce que le patrimoine incomparable des chrétiens d'Orient disparaît. *«Leur avenir doit être une priorité pour nous tous, y compris en Egypte qui est le dernier pays musulman où il existe encore une importante communauté chrétienne»*.

Le livre de Christine Chaillot est à la fois un ouvrage de référence et un cri d'alarme.

Rémy Cosandey

Serait-ce l'automne du désenchantement?

A en croire les médias et les spécialistes qui ont couvert le printemps arabe, ces révolutions étaient totalement inattendues. Pourtant, dans un excellent article intitulé «Les universités du pétrole préparent l'avenir du monde arabe» publié dans *Sciences & Vie* en 1978, Jean Ferrara brosse le tableau de nations en marche. A cette époque, il s'agissait de préparer l'après-pétrole en investissant des milliards de pétrodollars dans la plus fertile des ressources, la matière grise et la recherche. Le but étant de réveiller la tradition scientifique arabe, vieille de 13 siècles, en construisant un peu partout des universités, de grandes écoles et surtout de lutter, diminuer, voire enrayer totalement le nombre d'analphabètes en terres d'islam. Un seul mot d'ordre pour tous ces mécènes milliardaires, ces rois du pétrole: apprendre à lire et à écrire à tous les enfants musulmans.

Les droits de l'homme et les droits civiques universels ne seront respectés qu'à une condition. Il faudra que l'homme se rende compte qu'il est «responsable pour le monde entier».

Vaclav Havel

En Tunisie, ce fut une réussite, bon nombre de jeunes de ce pays sont diplômés, mais faute d'industrialisation, une grande majorité d'entre eux sont au chômage. L'Internet et les réseaux sociaux aidant, ces jeunes-là ont très probablement voté pour la liberté, la démocratie et la laïcité lors des dernières élections. Alors comment se fait-il que le résultat des urnes soit allé à un parti islamiste? Peut-être que la notion de la liberté et de la démocratie n'ont pas la même signification pour tous les habitants de ce beau pays. Pour certains, cela voulait peut-être dire être libre de voter pour un pays islamique. Toujours est-il que la participation des votants était massive, qu'elle s'est faite en toute démocratie mais que le vent de liberté qui a soufflé lors de la révolution du jasmin ne nous dit pas encore si ce pays

accédera un jour à notre vision de la liberté, de la laïcité. L'avenir nous le dira prochainement. Et si, par le biais des urnes, l'année prochaine, naissait à quelques encablures de l'Europe un pays islamiste, comment réagira l'Occident?

Pour l'Egypte, la révolution du papyrus s'est déroulée de la même manière qu'en Tunisie, sauf que dans ce pays-là un grand pourcentage de la population est analphabète. Certains jeunes habitants de ce pays ont pourtant bénéficié de l'instruction publique ou privée, eux aussi étaient connectés sur l'Internet, nous avons tous vu des photos et des reportages venus jusqu'à nous par le biais des réseaux sociaux. Personne ne sait encore quel sera le résultat des urnes lors des prochaines élections. Pourtant, nous savons tous que les Frères musulmans gagnent en popularité et que les coptes se font toujours massacrer. Difficile donc de faire des pronostics quant à l'avenir de ce pays qui jadis était à l'apogée. Et si, comme certains le redoutent, c'était les Frères musulmans qui sortaient vainqueurs, comment réagira l'Occident et plus particulièrement l'Europe?

J'en viens enfin à la Libye; là nous savons que la bataille fut dure, longue et sanglante. L'Otan est venue à son secours, car tout le monde sait qu'en Libye il y a des puits de pétrole et que c'est l'un des pays arabes qui a le moins foré ses sols. Les réserves sont énormes, alors les pays se pressent à la porte de cet eldorado, offrent leurs services et leurs armes en espérant avoir droit à une bonne part de gâteau. Le gouvernement de transition vient de déclarer que la charia serait désormais appliquée dans ce pays. Bonjour les bastonnades, les lapidations, les amputations, les harems et que sais-je encore? Aucune importance, ce qui nous importe le plus, en Europe et en Occident, c'est que les forages reprennent, que le pétrole coule à flots! Lâches, nous laissons faire...

Pourtant, lors des élections locales en 1990, qui étaient les premières élections libres en Algérie et que le Front

Islamique du Salut est sorti vainqueur des urnes, l'armée reprend le pouvoir par la force. La démocratie ne fut pas respectée et aucune voix ne s'est élevée en Occident, en Europe pour contester cet état de fait. Userions-nous de deux poids, deux mesures, en fonction de nos intérêts?

Autre exemple plus récent, lors des élections législatives palestiniennes, en 2006, c'est le Hamas qui les remporte haut la main, il obtient 56% des suffrages. Je tiens à souligner que les élections s'étaient déroulées de manière totalement démocratique. Ce résultat est perçu par certains gouvernements étrangers, comme étant un retour en arrière. Le Hamas, parti islamiste, est classé terroriste par de nombreux Etats. Il est sur la liste officielle des organisations terroristes d'Israël, du Canada, des Etats-Unis d'Amérique, de l'Union Européenne et du Japon. En revanche pour la Grande-Bretagne et l'Australie, seule la branche armée du Hamas est classée comme terroriste. Depuis ces fameuses élections, dites libres et démocratiques, le Hamas et le Fatah se sont brouillés, puis réconciliés et viennent de demander un statut d'Etat à l'ONU.

La méconnaissance et le mépris des droits de l'homme nous conduit à des actes de barbarie qui révoltent la conscience de l'humanité...

René Cassin
Extrait de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme

Alors que le pays Palestine est encore en gestation, d'autres se défendent de chaque côté de la Méditerranée et ailleurs, on peut s'interroger: à quoi servent les élections démocratiques? C'est quoi la liberté? Actuellement nous vivons de tels chamboulements, une crise mondiale sans précédent, des pays occidentaux en faillite, malin celui qui saura, qui osera prédire l'avenir aux acteurs des révolutions arabes!

Emilie Salamin-Amar

Le printemps arabe, un espoir pour la Palestine ?

Après les événements du 11 septembre 2002, l'ancien président Bush vouait une aversion totale à tout ce qui était arabe et musulman qui représentaient le terrorisme et une menace contre la civilisation judéo-chrétienne. Il avait ainsi décrété la «*guerre du bien contre le mal*».

Le printemps arabe a balayé ces prises de position racistes. Les révoltes ont frappé toutes les formes de régime. Les aspirations à la liberté, le refus de l'étouffement, l'opposition à une classe dominante qui a accaparé toutes les richesses soulèvent des lames de fond dans toute une série de pays du monde arabe.

Moubarak, ancien président d'Égypte, avait conforté son pouvoir en alliance avec les États-Unis qui ont formé et équipé l'armée égyptienne. Il était, avec Israël, le gendarme de la région en participant au blocus de Gaza.

Historiquement, la stratégie israélienne consiste à nier l'existence du peuple palestinien. Dans ce dessein, elle s'appuyait largement auprès des dirigeants arabes qui étaient ses complices pour écraser toute forme de résistance et de rébellion.

Face à cette répression, le peuple palestinien n'a pas pu compter sur le soutien du monde arabe. Le mouvement sioniste, dès son arrivée, s'est comporté dans la région comme si la Palestine était une terre sans peuple. En 1930, par exemple, quand un mouvement national émerge en Palestine, les sionistes se sont trouvés un allié avec la dynastie hachémite pour se partager le pays, qui est devenu la future Jordanie. Dans la guerre de 1948, chaque armée arabe s'est battue pour ses propres intérêts nationaux et pas pour les Palestiniens. Les réfugiés ont été très mal accueillis dans les «pays frères», en particulier au Liban. La stratégie israélienne de nier la Palestine en s'appuyant sur les gouvernements arabes complices s'est prolongée pendant très longtemps.

Résistance du peuple palestinien, force de la société civile

Les Palestiniens ont tiré des leçons de cette histoire douloureuse. Ils s'accrochent à leur terre, même quand celle-ci est détruite. Leur but est de réussir à vivre, à produire, à s'organiser malgré l'occupation. Ils ont créé de nombreuses associations et syndicats, entre autres, le PARC (*Palestinian Agricultural Relief Committees*) qui développe des réseaux de solidarité entre paysans pauvres et la population sans ressources, de même le PCHR (*Centre palestinien pour les Droits de l'Homme*) qui dénonce jour par jour les violations faites aux droits du peuple palestinien. Les associations de femmes sont aussi très présentes sur le terrain et jouent un rôle déterminant, suppléant aux hommes qui la plupart du temps ont été licenciés et ont perdu leurs moyens d'existence. Dans les camps de réfugiés, la population, avec l'aide de l'UNRWA (*Office des réfugiés de l'ONU*) a su créer elle-même les logements des habitants, des centres sociaux et des associations de défense.

La résistance en Palestine est aujourd'hui essentiellement non-violente. Elle a fondé des comités populaires unitaires qui luttent contre les destructions de maisons et de quartiers, le tracé du Mur, les confiscations de terre et les arrachages d'oliviers.

Bil'in est un village en Palestine qui veut continuer à exister, en luttant pour sauvegarder sa terre, ses oliviers, ses ressources, sa liberté. En annexant près de 60% des terres de Bil'in, l'État d'Israël étouffe le village, le détruit chaque jour un peu plus, emmurant ses habitants dans une prison à ciel ouvert. Soutenus par des militants israéliens et internationaux, les habitants de Bil'in manifestent tous les vendredis devant le Mur et tous les vendredis, ils subissent comme seule réponse la violence de l'armée israélienne¹.

Une vingtaine d'autres villages en-

couragés par la résistance de Bil'in ont suivi l'exemple: la résistance non-violente n'est pas nouvelle en Palestine, mais Bil'in a su, grâce à l'originalité de sa lutte, et au soutien des activistes israéliens et internationaux, médiatiser l'injustice de l'occupation.

Tous les ans une conférence internationale est organisée à Bil'in pour dénoncer la politique israélienne. Elle a été honorée de la participation de personnalités de premier plan et surtout elle permet à des forces politiques, syndicales, culturelles de tous pays d'exprimer leur solidarité envers la lutte du peuple palestinien pour ses droits. En avril 2011, dans sa résolution finale, elle déclarait: «*A l'heure où les soulèvements dans les pays arabes ont montré la puissance des révoltes civiles populaires, le CNPJPI (Collectif national pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens) qui reconnaît pleinement la légitimité de la résistance palestinienne, tient à apporter à tous les comités populaires de lutte non-violente et à l'ensemble des luttes du peuple palestinien son soutien pratique et politique*» (6^e conférence internationale à Bil'in, avril 2011).

Dans la bande de Gaza, la résistance, malgré le blocus ignoble imposé par Israël, ne faiblit pas. Malgré l'opération plomb durci de 2008-2009 qui a fait plus de mille morts, *le peuple de Gaza est toujours debout*².

Appel au boycott

En 2005, 172 associations palestiniennes ont initié l'appel international au BDS (boycott, désinvestissements, sanctions) de l'État d'Israël. Il s'agit de s'en prendre à l'État d'Israël sur tous les plans, économique, politique, académique, culturel, sportif, tant que dureront l'occupation, la colonisation, l'apartheid et l'exil des réfugiés. Cet appel remporte déjà d'importants succès au niveau international et les dirigeants israéliens sont très préoccupés par la dégradation de leur image qui en résulte. (<http://www.bds-info.ch/>)

¹ Voir le site: <http://www.bilin-village.org/francais/decouvrir-bilin/>

² Christiane Hessel Chabry, Gaza, *J'écris ton nom*, Editions indigène

Nouveaux bouleversements régionaux

L'OLP, puis l'Autorité palestinienne, ont copié les régimes arabes environnants, y compris dans leurs pires excès: Mahmoud Abbas a été le dernier dirigeant politique à soutenir ouvertement Hosni Moubarak et déployait toute son admiration pour Zine al-Bedine Ben Ali, l'ex-dirigeant tunisien.

Aujourd'hui, ces directions apparaissent de plus en plus en décalage avec les nouvelles générations politiques émergentes et les revendications d'indépendance et de souveraineté économique et politique réelles qui bouleversent la région.

À la lumière des récents événe-

ments, la société palestinienne n'est pas épargnée par le vent de révolte qui balaie les sociétés arabes. Malgré l'occupation, on va assister à des recompositions politiques, des formes de dépassement ou contournement des organisations «traditionnelles» du mouvement national, et une reformulation de la stratégie et du projet. On peut aussi espérer une nouvelle solidarité des peuples arabes contre l'occupation israélienne. Cela permettrait au peuple palestinien de sortir de son isolement.

En Israël, par contre, ces révoltes font peur

Interrogé au moment de la chute de Moubarak, l'ancien ambassadeur d'Israël au Caire Zvi Mazel a considéré les révolutions arabes comme une

«catastrophe pour les Juifs». L'idée dominante en Israël est que la démocratie dans le monde arabe est un danger sur tous les plans. Pour y faire face, Netanyahu agite la menace d'une «attaque préventive» contre l'Iran... Ce qui fait dire à Michel Warschawski³: «Arrêtez-les, ils sont fous et dangereux». La politique israélienne actuelle est le résultat d'une très longue période d'impunité. Soutenue inconditionnellement par les dirigeants occidentaux, elle contrôle totalement la région. L'impunité d'Israël va-t-elle le conduire au suicide, ou les bouleversements dans le monde arabe et en Palestine ouvrent-ils de nouveaux possibles qui limiteront ses capacités d'action?

Pierrette Iselin

³ Le Courrier, 16 novembre 2011. Michel Warschawski est un militant anticolonialiste israélien, fondateur du Centre d'information alternative

L'avenir n'est pas écrit!

Essayons donc de contribuer à l'écrire. Que puis-je faire moi, en tant qu'individu et comme citoyen suisse, et européen, pour que le printemps arabe donne les fruits les meilleurs possible?

Tout d'abord, essayer de savoir et de comprendre. Savoir, c'est éviter les a priori et les réductions, ne pas penser que «les musulmans», «les Tunisiens» ou «les Arabes» sont des ensembles homogènes que quelques mots suffisent à cataloguer. Comprendre, c'est se mettre à leur place,

ne pas envisager leurs problèmes à partir de mes schémas mais tenter de ressentir leurs dilemmes, leur(s) échelle(s) de valeur. Par exemple, je dirais qu'«être musulman», ce n'est pas un phénomène similaire à «être chrétien», avec les nuances et les détails que nous connaissons tous.

Ensuite, dans les cercles dont je peux influencer tant soit peu la façon de vivre et de penser, je dois m'efforcer de désamorcer ce qui pourrait renforcer l'extrémisme (là-bas et, ici, dans le style des «mina-

rets», mais la liste serait trop longue) et aider toutes les ouvertures à autrui: le respect, l'intérêt sincère, le dialogue, l'échange, la confiance, certaines concessions, et une forme d'amour. Je peux agir dans ce sens par mes actes, mon discours, mes engagements concrets, certains sacrifices, ou simplement par ma façon de vivre. Ce ne sera qu'une goutte d'eau dans le fleuve de l'histoire, mais si je ne la verse pas...

Jean-Paul Borel, Cortaillod

La vraie révolution reste à faire

La chute des dictateurs arabes les uns après les autres aura été pour 2011 un ensemble d'événements importants, époustouflants, et non prévisibles par leur ampleur. Les conséquences de ces bouleversements, elles non plus, ne sont pas prévisibles.

Dans ces pays du Sud, nous avons assisté à un sursaut des consciences subitement avides de liberté. Une aspiration profonde, contagieuse et impressionnante, dont il me semble pourtant qu'elle comporte une non moins profonde dose d'illusions sur ce que représente la liberté: liberté souhaitable et réalisable.

Chez bien des combattants qui nous ont été montrés, on ressentait l'espoir

d'un monde à l'occidentale, avec un Etat-providence et un grand accès à la consommation pour tous.

Le résultat final, que l'on peut maintenant prévoir, c'est une plus grande misère matérielle du peuple. Les difficultés matérielles accrues ne peuvent qu'accompagner les changements et les rivalités d'influences. Ensuite, contre le désespoir, reste la dernière illusion possible: l'intégrisme religieux et l'appel au guide spirituel.

Actuellement, tous les peuples semblent préférer les illusions de la croissance continue à une véritable prise en charge d'eux-mêmes. Cette prise en charge de ses besoins de subsistance pour le maintien de la vie et

de la santé, source d'autonomie, demande un éveil à la conscience que n'ont pas encore les peuples du Nord comme du Sud. C'est pourquoi, pour l'instant, la vraie liberté-responsabilité nous échappe (à nous comme aux peuples arabes), nous rendant à la merci de faux guides spirituels ou politiques qui imaginent pour nous des solutions renforçant leur propre puissance à eux.

Je pense donc que la vraie révolution, au Sud comme au Nord, reste à faire.

Janine Favre, La Neuveville

Faire confiance et ne pas imposer nos modèles

Les révolutions arabes: et après?
C'est une question intéressante mais quelque peu lancinante qui revient sans cesse depuis que s'est déclenché ce que l'on appelle «le printemps arabe». Il est vrai que personne ne s'y attendait; même les experts les plus chevronnés se sont trouvés dépassés par cet événement extraordinaire.

Les outils d'analyse des sciences politiques se sont avérés inadaptés pour comprendre ce qui se passait dans ces pays arabo-musulmans qui se soulevèrent alors qu'on les croyait totalement asservis et définitivement rayés de l'Histoire.

Choisis ton homme pour ses actes et non pour ses paroles.

Proverbe arabe

Hier...

Tous les peuples des pays arabo-musulmans ont subi le colonialisme et le néo-colonialisme sous la tyrannie de dictateurs avides de pouvoir et à la botte des anciennes puissances coloniales. Ces peuples ont été soustraits à leurs histoires et à l'Histoire de l'Humanité. D'abord colonisés après des luttes chèrement payées en vies humaines pour accéder à leurs indépendances, les voilà livrés, dans l'euphorie d'une fausse liberté, à des systèmes totalitaires à la solde des anciens maîtres et avec leur bénédiction. J'ai personnellement vécu ces différentes périodes d'une indépendance sans liberté qui devient rapidement une vie sous perfusion malgré les richesses de ces pays. Pour les démocraties occidentales, les opprimés ne devaient en aucun cas être un obstacle pour leurs intérêts économiques et géostratégiques. Tant que les dictateurs en place acceptaient ce marchandage, non seulement ils n'avaient pas à s'inquiéter pour leur pouvoir mais plus encore ils étaient considérés comme des remparts infranchissables contre l'extrémisme qui ne pouvait être qu'islamique ou islamiste selon leur propre terminologie.

Dans tous les pays arabo-musulmans et bien au-delà, c'était la règle à ne pas transgresser sinon c'est la prison, la torture ou la mort. Les droits de l'homme n'était ni plus ni moins qu'un alibi. Il suffit de se souvenir de l'accueil qui a été fait à ses dictateurs par tous les dirigeants de toutes les démocraties occidentales. Le siècle des lumières des uns a été celui des ténèbres et de la souffrance extrême pour tous ces peuples. A tel point que j'ai cru que jamais ces peuples ne goûteraient à la saveur de la liberté et que jamais ils ne vivraient dans la dignité avec des droits et des devoirs. J'ai connu l'époque du «tais-toi les murs ont des oreilles!» et du «pourquoi cherches-tu à comprendre?» Ce sentiment était tellement fort qu'il nous poursuivait partout, même jusqu'ici en Suisse.

Soyez généreux et justes envers ceux qui respectent votre religion.

Le Coran, LX, 8

Souvenons-nous, en 1988, le soulèvement du peuple algérien qui ne réclamait qu'un droit citoyen, celui d'élire librement ses responsables politiques. Les élections ont eu lieu, elles ont désigné à la majorité écrasante un parti politique musulman. Aussitôt, un coup d'Etat fut organisé, soutenu par des intellectuels et politiciens français et européens qui déclarèrent que ces musulmans avaient utilisé la démocratie pour tuer la démocratie. Parmi eux le fameux BHL qui, en mars 2011, a volé au secours des Libyens qui étaient menacés par Kadhafi. Une instrumentalisation «sarkozienne» pour rattraper son absence dans la révolution du Jasmin en Tunisie et puis pour s'assurer quelques barils de pétrole libyen et des contrats pour la reconstruction du pays. Aujourd'hui, la Libye est libre dans un chaos de fer et de feu avec des centaines de milliers de morts, un nombre considérable de blessés et des armes très sophistiquées épar-

pillées sur tout le territoire. J'espère que les combattants feront preuve de sagesse en les remettant entre de bonnes mains pour le bien de toute la population qui a assez souffert. Au fait, l'Algérie vit dans un traumatisme qui l'enfoncé toujours plus sous la botte du régime des généraux. Dès que le peuple manifeste pacifiquement, il est réprimé sans pitié; pour 3000 manifestants, le système mobilise 30'000 policiers lourdement armés et prêts à tuer. Ce terrorisme d'Etat a donné naissance et entretenu un autre terrorisme aveugle et dévastateur qui a permis à certaines puissances (les Etats-Unis en tête) d'envahir des pays pour soi-disant le combattre (Irak, Afghanistan, Yémen, etc.).

Aujourd'hui...

L'Irak, qui était le berceau de la civilisation mésopotamienne et arabo-musulmane, longtemps sous la terreur d'un dictateur implacable, puis envahi par les Etats-Unis d'Amérique pour soi-disant instaurer la démocratie, n'est plus un pays. C'est devenu un laboratoire militaire américain comme l'Afghanistan.

La Tunisie est libre et la démocratie a commencé à faire ses preuves sans pour autant convaincre les Occidentaux qui se méfient du choix «musulman» du peuple malgré le fait que la pluralité est là et qu'elle veut installer un gouvernement d'union nationale avec tous les acteurs politiques de la société. De nouveau, les régimes occidentaux veulent imposer leur choix au peuple tunisien qui, dans sa majorité, veut rester attaché à son histoire et à ses valeurs musulmanes ainsi qu'à son corpus de lois, «la charia», qui invite à la vie et non à la mort comme certains extrémistes veulent le faire croire à la satisfaction de certains détracteurs de l'islam en Occident. *La charia se résume en cinq principes: la libre observation de la religion, le respect de la vie, la conservation de l'espèce humaine et de son environnement naturel, le maintien et l'usage de la rai-*

suite en page 9

son et le bon usage de l'argent et des biens matériels – des valeurs de vie universelles incontestables.

Le parti musulman «Annahda» ne cesse de rassurer les opinions occidentales et les autres partis politiques en Tunisie en leur rappelant qu'aucune liberté acquise par le passé ne sera remise en question et que l'islam ne s'impose à personne.

L'Egypte est libre et le processus démocratique est en marche malgré les difficultés qui se dressent sur son chemin à cause des partisans de l'ancien régime qui sont toujours à l'œuvre à travers des réseaux financés par des sources obscures. L'armée est toujours là, menaçant la liberté et la démocratie durement arrachée par tout le peuple égyptien, toute confession et culture confondues. Ce n'est pas la religion, qu'elle soit majoritaire ou minoritaire, qui définira à l'avenir le droit de chacune et chacun dans l'Etat égyptien, **c'est la citoyenneté** qui est la même pour toutes et tous. Il en sera de même pour la Libye et pour tous les pays qui se libéreront les uns après les autres car il n'est plus possible de battre en retraite face aux régimes totalitaires pour ces peuples où les jeunes forment la majorité écrasante et agissante.

Je me permets d'énumérer, pour leur exprimer mon profond respect, les pays qui doivent se libérer et qui le font sans armes sous le regard inquiet mais indifférent du monde dit libre: le Maroc, les pays du Golfe, la Jordanie, l'Algérie déjà meurtrie, la Syrie très meurtrie où l'on massacre à huis clos. Peut-on espérer que la Palestine et son peuple puissent connaître leur «printemps arabe» mais cela ne peut se faire qu'en coordination avec une vraie révolution des indignés israéliens. Chacun de ces pays, une fois libéré, devra s'organiser pour gérer au mieux l'héritage historique qui est le sien avec la grande richesse que représente sa diversité culturelle et confessionnelle en respectant: la liberté, la dignité, l'équité et la paix pour toutes et tous, parce que toutes et tous CITOYENS!

L'urgence aujourd'hui, c'est de remettre en état les institutions lorsqu'elles existent et les créer

lorsqu'elles sont absentes en respectant les règles démocratiques. Il faut faire l'inventaire et rétablir l'ordre sans violence ni règlement de compte, rendre obligatoire une bonne éducation pour tous dans le but de former les futures élites du pays, remettre l'économie en marche afin que chaque citoyen puisse avoir accès à une vie décente et surtout faciliter l'émergence d'une société civile responsable et engagée pour le bien public. Bref, ces révolutions doivent laisser place à une véritable évolution de ces peuples longtemps traités en sous-hommes. Il faut réinventer une autre manière de vivre responsable libérée de tout sentiment de culpabilité.

Réponds à la mauvaise action par l'action la meilleure.

Le Coran, XXXXI, 34

Demain...

Enfin, j'ai ressuscité de mon passé longtemps sans issue. Ces révolutions m'ont permis de relever la tête ici et partout ailleurs. Mes peuples ont réintégré la grande Histoire pour continuer à écrire la leur tombée en panne depuis bien longtemps.

Durant tout ce temps, ces peuples, génération après génération, avaient gardé intact leur rêve d'une vraie souveraineté au cœur des cauchemars qu'ils subissaient en silence. Ce n'est que justice, alors cessons de les accabler en ne leur accordant pas notre confiance. Ils savent que c'est la fin d'une mauvaise époque sombre et le début d'une autre qu'ils ont gagné grâce à leur espérance et à leur résistance.

Ils savent aussi que personne n'a le droit de les priver de cette victoire et jamais plus ils n'accepteront qu'une autre dictature vienne se substituer à celle qu'ils ont anéantie, qu'elle soit idéologique, politique ou religieuse. Ils se souviennent tous de cette parole extraordinaire qui a longtemps été le fondement de la magnifique civilisation qu'ils ont offerte au monde: «*Depuis quand*

avez-vous assujetti les gens alors que Dieu les a créés libres!» (Paroles du 2^e calife Omar Ibn Al Khattab).

Pour répondre à la question de «l'après» de ces révolutions arabes, je dirai que la garantie de leur avenir, ce sont les peuples qui ne se laisseront plus confisquer leur liberté, bafouer leur dignité et priver de leurs droits. **Ils n'ont plus peur.** Ces peuples qui se sont libérés avaient une arme de destruction massive redoutée par les dictateurs: «**Dégage**» en français, «**Arhal**» en arabe. Ils l'utiliseront si ceux qu'ils ont choisis en toute liberté les trompent. Alors de grâce, laissons-leur le temps de nous le prouver et aidons les à réaliser leur rêve sans leur imposer nos modèles qui aujourd'hui sont eux-mêmes remis en question.

La démocratie n'est plus rien qu'une grande entreprise de démagogie qui trompe les peuples occidentaux en les sacrifiant sur l'autel du dieu argent. C'est le règne de l'euphorie et de la panique, c'est la dictature des marchés qui méprisent l'homme. Personne ne s'inquiète de la crise des valeurs morales et tout le monde pleure à cause de la crise boursière.

Ceux qui savent repousser le mal par le bien mériteront le Paradis.

Le Coran, XIII, 22

Tous les peuples devraient préparer leur **après**, un destin commun et solidaire, loin de toutes les tyrannies. Nous ne devons pas seulement nous indigner mais nous devons surtout nous engager, au-delà de nos frontières, à construire ensemble une citoyenneté **Universelle**.

Hafid Ouairi
Fondation de l'Entre-Connaissance

Précision

Comme d'habitude, les citations de ce forum n'ont pas été choisies par les auteurs des articles mais par le rédacteur responsable.

Les révolutions arabes et la problématique du pouvoir

Le pouvoir est un mauvais moyen pour gérer les sociétés humaines. Il ne se remet jamais en question mais cherche à consolider sa domination. Pour cela il dispose de moyens de contrainte: lois, règlements, police, armée, voire écoles. Plus la hiérarchie de pouvoir se développe et devient verticale, plus le pouvoir s'éloigne des citoyens et devient corrompu. Il finit souvent par se considérer comme propriétaire du pays, voire du peuple et ne peut guère être renversé que par une révolution.

C'est ce qu'ont illustré les révolutions arabes. Tant en Tunisie qu'en Egypte, en Libye et en Syrie, les dictateurs étaient coupés du peuple et ne s'en rendaient même pas compte. C'était aussi manifestement le cas pour Ceausescu en Roumanie.

C'est une expérience éternelle que tout homme qui a du pouvoir est porté à en abuser.

Montesquieu

Le sommet du pouvoir, le dictateur, vit sur son nuage, entouré de conseillers et de flatteurs, voire d'adorateurs, et succombe presque sans exception à la corruption du pouvoir sans même en être conscient. Pour Karl Hess, qui a vécu le pouvoir de l'intérieur, la plus grande corruption du pouvoir est «le malentendu tragique et universel de la part de celui qui détient le pouvoir de croire que celui-ci ne le corrompt pas» (Karl Hess: *Petit traité du bonheur et de la résistance fiscale*, Editions Xenia, 2009).

Les révolutions arabes ont renversé des dictateurs, mais ont-elles renversé la dictature? Elles l'ont sûrement affaiblie au moins pour un temps, mais qu'est-ce qui permet d'être sûr qu'elle ne reviendra pas? En Egypte où l'armée a pris le pouvoir, les citoyens continuent à se ré-

volter, ce qui montre bien que l'opposition entre citoyens et pouvoir se poursuit.

La plupart des hommes de pouvoir deviennent des méchants.

Platon

On peut d'ailleurs se demander si l'instauration de la démocratie suffit à éliminer les abus de pouvoir. Probablement pas (voir *l'essor* numéro 1 de 2011 sur les dérives totalitaires). Car il reste des présidents, des premiers-ministres ou des collègues exécutifs. Même s'ils sont censés être soumis à un parlement, leur pouvoir n'en reste pas moins réel et tend à s'amplifier avec le temps. On se souvient du président Charles de Gaulle en France et de la rubrique «La Cour» du Canard Enchaîné symbolisant l'obséquiosité des ministres et parlementaires à l'égard du grand Charles. Mais de Gaulle était un honnête homme qui voulait avant tout l'honneur et la gloire de son pays. Il s'est d'ailleurs plié à la volonté populaire et a quitté le pouvoir après avoir perdu un référendum. Mais ses successeurs n'ont pas la même stature et n'acceptent pas facilement de perdre devant le peuple. En cas de «non», on fait même revoter jusqu'à ce que «oui» s'ensuive.

Par ailleurs, le pouvoir de l'argent, donc des banques et des grandes compagnies multinationales, lesquelles contrôlent souvent le pouvoir politique, est aussi une forme de dictature. Un directeur peut décider de fermer une entreprise sous prétexte qu'elle n'est pas assez rentable et mettre des centaines de gens à la rue sans que le pouvoir politique intervienne, ce qu'il n'est d'ailleurs pas censé faire. On l'a vu récemment avec l'entreprise pharmaceutique Novartis qui, malgré d'énormes bénéfices, a décidé de fermer un site de production à

Prangins. Les employés ont protesté et l'autorité politique leur a apporté un soutien verbal, mais le directeur de Novartis peut passer outre s'il le veut et rien ne permet de le contraindre à revoir sa décision. Si ce n'est pas de la dictature, ça y ressemble.

Il faut relever cependant que même les grandes compagnies n'ont pas toujours donné une priorité absolue au profit. Il s'agit d'un phénomène relativement récent. Au début de mon activité professionnelle, j'ai travaillé dans une grande entreprise suisse-allemande qui avait réussi à traverser la Deuxième Guerre mondiale sans licencier aucun employé et qui en était fière. Plus tard, j'ai travaillé pour une grande multinationale qui avait manifestement le souci de bien traiter ses ingénieurs. Au Japon, dans les années soixante, il était considéré comme honteux pour un directeur d'entreprise de licencier un employé.

L'effort d'unir sagesse et pouvoir aboutit rarement et seulement très brièvement.

Einstein

Ce qui a tout changé, c'est ce qu'il est convenu d'appeler le néolibéralisme qui met le profit avant l'humain, la croissance économique avant la santé de la biosphère. Il y a là de quoi s'indigner. Et les manifestations d'indignés qui se propagent aujourd'hui et vont, espérons-le, s'amplifier malgré les répressions exercées par les pouvoirs, peuvent être perçues comme une révolution contre la mainmise de la finance sur le monde. Une suite en quelque sorte des révolutions arabes.

Je propose aux dirigeants politiques et aux responsables de l'économie de lire – ou de relire – l'ouvrage d'Yvan Illich intitulé *La convivialité* (Seuil, 1975).

Pierre Lehmann

Vingt-quatre juin – La mort d'un fils

Jean-Jacques Beljean, Editions Ouverture, 2011

Le livre de Jean-Jacques Beljean est modeste par sa présentation (petit format, moins de 80 pages) mais immense par le message qu'il délivre. L'auteur a 63 ans, est pasteur et a été pendant 12 ans président du Conseil synodal de l'Église réformée du canton de Neuchâtel. Il y a 10 ans, il a perdu un de ses trois enfants, emporté par une leucémie.

Avec sensibilité, Jean-Jacques Beljean raconte les sentiments qu'il a vécus pendant les longues années de la maladie de Damien et durant les années qui ont suivi son décès. Il exprime ses interrogations, ses doutes, ses révoltes, son impuissance. Il remet en cause ses convictions et même sa foi.

Pour Jean-Jacques Beljean, l'écriture est un exutoire. Avec parfois des mots parfois très durs (saloperie de maladie, le Grand Salopard), il s'en prend aux puissants de ce monde: «Plutôt que de dépenser des milliards pour tenir l'Irak et s'en-

Le chemin de l'espérance

Stéphane Hessel et Edgar Morin, Fayard (60 pages, 5 euros), 2011

Il y a près d'un an, Stéphane Hessel, publiait *Indignez-vous!*, vendu à près de deux millions d'exemplaires en France, traduit en Europe, en Chine, aux États-Unis, et devenu le cri de ralliement de la jeunesse, en Espagne ou ailleurs.

«Notre propos, est de dénoncer le cours pervers d'une politique aveugle qui nous conduit aux désastres. Il est d'énoncer une voie politique de salut public. Il est d'annoncer une nouvelle espérance». «Nous ne proposons pas de pacte aux partis existants, insistent-ils, nous souhaitons contribuer à la formation d'un puissant mouvement citoyen, d'une insurrection des consciences qui puisse engendrer une politique à la hauteur de ces exigences».

Chroniques de Gaza, 2001-2011

Christophe Oberlin, Editions Demi-Lune, collection Résistances, 2011

Postface de Mahmoud Zahar

Christophe Oberlin est né en 1952. Chirurgien des hôpitaux et professeur à la faculté Denis Diderot à Paris, il enseigne l'anatomie, la chirurgie de la main et la microchirurgie en France et à l'étranger. Parallèlement à son travail hospitalier et universitaire, il participe depuis 30 ans à des activités de chirurgie humanitaire et d'enseignement en Afrique sub-saharienne, notamment dans le domaine de la chirurgie de la lèpre, au Maghreb et en Asie. Depuis 2001, il dirige régulièrement des missions chirurgicales en Palestine, particulièrement dans la bande de Gaza où il a effectué près d'une trentaine de séjours.

Captivant

Gaza, terre de massacres, de terreur et de martyrs. Gaza, épice de «choc des civilisations», théâtre inquiétant où se joue paraît-il la paix du monde... Mais au fond, à quoi ressemblent-ils les habitants de Gaza? Qui sont-ils? Que pensent-ils? Comment vivent-ils?

richir sur un peuple exsangue, il aurait mieux valu découvrir le médicament qui aurait sauvé les enfants leucémiques».

Le livre se termine par une note d'espoir. Dix ans après la mort de son fils, Jean-Jacques Beljean écrit: «Le temps a passé, mais il n'a rien adouci. Il a certainement estompé. Le temps ne guérit pas par lui-même. On ne peut guérir de la mort d'un enfant. Ce n'est pas une maladie. On en reste marqué à jamais et blessé en profondeur. On ne guérit pas, mais on peut apprendre à vivre avec, c'est-à-dire sans».

L'auteur offre à ses lecteurs un témoignage poignant, une épreuve qui l'a profondément touché et que le livre lui permet de partager.

Rémy Cosandey

Cette fois, c'est d'une seule voix que les deux nonagénaires prônent «une politique du vouloir-vivre et revivre, qui nous arrache à une apathie et à une résignation mortelles». «Le vouloir-vivre nourrit le bien-vivre. L'un et l'autre, ensemble, ouvrent le chemin de l'espérance», lancent-ils avec enthousiasme.

Pour y parvenir, ils proposent par exemple la création d'un Service civique de la fraternité et de Maisons de la fraternité.

Les auteurs assurent ne pas vouloir fonder un nouveau parti, ni en rallier un ancien, mais souhaiter «une politique régénératrice qui réformerait en profondeur à la fois notre société et nos modes de vie».

Pierrette Iselin

Christophe Oberlin n'a pas la prétention de répondre à ces questions d'une manière académique. Il n'est ni journaliste ni «expert en relations internationales». Mais, depuis dix ans, il se rend dans la bande de Gaza plusieurs fois chaque année, pour y soigner les blessés de l'Intifada et enseigner la chirurgie à ses confrères palestiniens soumis au blocus de l'État d'Israël. Au-delà de son simple bistouri, il a su observer, écouter et questionner. Ce n'est donc pas un rapport technique qu'il nous livre ici, mais tout simplement sa propre expérience de médecin voyageur, à travers une série de regards, d'anecdotes et de récits qui nous font vivre ce qui n'est pas rapporté par les agences de presse. En tableaux insolites, drôles ou émouvants, il nous brosse l'envers du décor.

Christophe Oberlin est également le coauteur, avec Jacques-Marie Bourget, de *Survivre à Gaza*, la biographie de Mohamed al-Rantissi, le chirurgien palestinien frère du dirigeant historique du Hamas assassiné par l'État d'Israël.

Pierrette Iselin





Renens accueille un centre médical destiné aux migrants

Pour les personnes étrangères, la santé est moins bonne et la communication avec les médecins souvent difficile. A deux pas de la place du Marché, à Renens, un centre médical pouvant répondre aux besoins spécifiques de cette population comptant 54% d'étrangers vient de s'ouvrir. Dix cabinets sont prêts à accueillir les douze à quatorze praticiens nécessaires. La moitié d'entre eux seront des spécialistes. Au-delà des problèmes de langue, la vraie souffrance est d'ordre psychologique et la prise en charge de ces patients présente, pour l'équipe soignante, une source d'enseignements inestimable. Adresse du centre médical: Avenue du 14 Avril 12, Renens.

D'après *24 Heures Vaud*, du 24 novembre 2011

En Valais, sept livres écrits par des migrantes

Sept femmes de Turquie, de Syrie, de Macédoine et d'Irak, toutes élèves des cours de l'OSEO Valais, se sont pudiquement racontées dans sept livres réalisés par leurs soins. Toutes en ont profité pour raconter leur histoire, prouvant ainsi que les requérants d'asile et les étrangers en général ont tous quelque chose à donner.

D'après *Solidarité*, journal de Solidar, ex OSEO, septembre 2011

Solidarité eau, un centime qui fait la différence

Consciente de la chance qu'ont les Lausannois de bénéficier d'une eau de qualité en tout temps, la ville alimente depuis 2009 le fonds du projet «Solidarité internationale eau» par l'intermédiaire d'un centime par m3 d'eau vendu. Dans le cadre de l'initiative Solidarité eau suisse, Lausanne a obtenu le label «commune solidaire pour l'eau». Elle s'engage à mettre sur pied un partenariat avec une commune d'un pays en voie de développement. Une collaboration prometteuse s'est développée entre Lausanne et Nouakchott, capitale de la Mauritanie. L'objectif: renforcer la capacité des structures locales de gestion et financer la réalisation d'infrastructures en eau potable, avec l'appui des spécialistes d'eau-service. Une douzaine de communes ont souhaité s'associer au projet lausannois.

Contacts: Ville de Lausanne, Solidarité internationale, Escaliers du Marché, CP 6904, 1002 Lausanne. www.solidariteausuisse.ch

Connaissez-vous, en France voisine, l'association «Le Petit Prince»?

Son fondateur, Sergio Polatian, et ses collègues cherchent quotidien-

nement à «planter, pour la vie, des graines de partage, de solidarité et d'entraide» grâce aux séjours et classes-découvertes organisées par l'association. Par exemple, le séjour «Bouge le monde» propose des jeux coopératifs «tout le monde perd, tout le monde gagne». Des intervenants spécialisés encadrent des ateliers-jeux destinés à favoriser l'empathie, l'écoute des autres et de soi-même; les enfants expérimentent entre eux les règles de la communication bienveillante et transforment leur énergie en actions constructives.

Cette année, Petit Prince propose ses méthodes à des parents «qui veulent recréer un lien familial différent», à des célibataires «souhaitant gérer leur violence intérieure» et, plus généralement, à toute personne intéressée par la communication bienveillante.

D'après *L'Age de faire*, mai 2011, www.lagedefaire.org

N'hésitez pas à envoyer vos bonnes nouvelles à Yvette Humbert Fink, 26, rue de la Paix, 1400 Yverdon-les-Bains, tél./faxe 024 425 35 15.

Merci!

Les indignes

On parle beaucoup du mouvement des indignés qui essaime partout dans le monde à une vitesse vertigineuse. Avec raison, ces femmes et ces hommes, en général des jeunes, contestent le système néolibéral basé exclusivement sur le profit, qui favorise la paupérisation d'une grande partie du monde, qui exploite et méprise les humains et qui accroît de manière scandaleuse les inégalités sociales.

Pour qu'il y ait des indignés, il faut évidemment qu'il y ait des institutions ou des personnes indignes. Quelles sont-elles? S'agit-il des gouvernants, des banques, des en-

treprises ou des hommes qui exploitent, polluent et tuent (de manière directe et indirecte comme par exemple avec l'amiante).

Dans notre forum de février prochain, nous montrerons du doigt quelques-unes de ces institutions ou de ces personnes indignes, non pas pour les livrer à la vindicte populaire, mais pour bien montrer qu'elles ont un total mépris de l'intérêt général. Nos lecteurs sont invités à participer activement à ce forum en nous fournissant des cas concrets. Nous souhaitons recevoir des articles courts, pour être à même de donner le plus possible d'exemples.

L'essor

Journal indépendant travaillant au rapprochement entre les humains et à leur compréhension réciproque.

Rédacteur responsable
Rémy Cosandey
Léopold-Robert 53
2300 La Chaux-de-Fonds
032/913 38 08; redaction@journal-lessor.ch

Équipe de rédaction
Mousse Boulanger, Rémy Cosandey, Yvette Humbert Fink, Susanne Gerber, François Iselin, Henri Jaccottet, Pierre Lehmann, Emilie Salamin-Amar, Edith Samba.

Administration et retours
L'Essor - Abonnements
Tunnels 16
2300 La Chaux-de-Fonds
ou par courriel : info@journal-lessor.ch
www.journal-lessor.ch

Abonnement annuel : CHF 36.-
Compte postal : Journal l'Essor, 12-2620-0

Composition et impression
Société coopérative du Journal de Sainte-Croix - 1450 Sainte-Croix

L'essor - ISSN 1023-5663

déla i p o u r l e p r o c h a i n n u m é r o : 15 j a n v i e r 2012
p r o c h a i n f o r u m : Les indignes